

## LE S.E.D. JUSTIFIE LES MESURES DE TERREUR ENVERS DES OUVRIERS

Comment des sentences de terreur ont été prises dans le personnel, cela est montré par un compte-rendu du journal *Sächsische Zeitung* de Dresde, du 23 septembre ; on y apprend que, à la suite des troubles dans l'entreprise, le procureur qui peu avant avait pris des mesures de terreur contre des membres du personnel, dut « expliquer » et défendre ces mesures dans une réunion du personnel. En même temps s'avéra dans la discussion, fût-ce à travers la dénonciation enveloppée de vils valets de la bureaucratie, le fait de la tenue de réunions illégales et de collectes de solidarité pour les victimes de la justice stalinienne.

« Dans les sections de mécanique I et II de l'usine « Phänomen » à Zittau, couraient depuis quelque temps des bruits selon lesquels la légalité des condamnations prononcées le 17 juin contre quatre provocateurs fut contestée. La propagation de ces bruits signifie que des éléments ennemis semaient encore le désordre dans l'entreprise. Le directeur de l'usine se décida à convoquer une réunion de l'entreprise : là, un représentant de la Justice de la région de Dresde devait mettre le personnel au courant du procès. Dans le réfectoire comble de l'usine, le représentant de la Justice, Unger, prit position sur les actes criminels de Nass, Marx, Golbe et John... Marx avait été, comme meneur dans l'usine, condamné à cinq ans de prison ; Nass, comme organisateur et principal orateur à la réunion du personnel, eut 4 ans ; Golbe fut condamné à 2 ans et demi, pour avoir participé activement au désarmement d'un membre de la police populaire ; John eut 18 mois de prison, pour avoir incité le personnel à l'agression contre les policiers populaires. Le premier orateur qui prit la parole fut le « collègue » Sitte. Les principaux provocateurs qui poussèrent le personnel, expliqua Sitte, étaient Marx, Nass et Hans Schäfer. Ici il découvrit un provocateur jusque là ignoré, car Schäfer avait jusqu'à ce moment-là réussi à se dissimuler à continuer son activité dans l'ombre. Le « collègue » Habenstreit dénonça l'ex-brigadier Marie Melzer et Siegfried Barth, partisan caché. Barth est de ceux qui poursuivent de préférence en secret leur activité criminelle dans l'entreprise. Il calomnia le directeur de l'usine et a surtout agi comme organisateur du soutien aux provocateurs, il fit des collectes pour eux. Le camarade Gläser exprima ses regrets, ainsi qu'un certain Burkhardt qui, le 17 juin, faisait partie des dirigeants du complot et s'était dissimulé jusqu'alors. Il dirigea, après le jour X, des réunions d'ennemis de l'Etat et fut un de ceux qui organisèrent la collecte illégale pour les provocateurs... »

Le 8 octobre, le journal *Neues Deutschland* donna des extraits d'un discours de Karl Schirdewan, dans lequel il décrit ainsi l'état d'esprit qui régnait alors dans les organisations de base et parmi les ouvriers, avec les exemples suivants :

« Ce n'est pas un hasard si dans la direction régionale et au sein de l'appareil à Görnitz, s'explique un manque de confiance dans les membres. La critique des membres fut

étouffée parce que, sur la base du comportement, propre au 17 juin, on ne voulait aucun développement de la critique. Nous pensons que les organes élus de la direction locale à Görnitz, à Niesky et à Zittau, de même que les meilleures forces de l'appareil doivent justement déployer largement cette critique, on mettra rapidement à nu ceux qui étouffent la critique et on pourra rapidement découvrir ceux qui s'opposent à la critique. De même, on doit, parmi les ouvriers, caractériser comme d'infâmes provocations les agressions projetées contre des fonctionnaires du Parti et contre les bureaux du Parti. »

Quelques traits de lumière sur l'état d'esprit dans les syndicats sont apportés par le journal *Die Arbeit*, édité par la F.D.G.B. (centrale syndicale), numéro d'octobre. Il s'y avère à nouveau, comme déjà précédemment, que les ouvriers dans les entreprises et dans les syndicats ont posé la revendication de la neutralité des syndicats. La « neutralité des syndicats » signifie, à l'Est, que les syndicats doivent redevenir les représentants des intérêts des ouvriers, et non pas des organismes d'Etat :

« Des fonctionnaires même des syndicats montrèrent par leur comportement opportuniste qu'ils méconnaissent la situation politique et leurs responsabilités... Avec le mot d'ordre démagogique « neutralité des syndicats », les ennemis de la classe ouvrière poursuivent le but de mettre les syndicats en opposition avec leur gouvernement ouvrier... Il y a, comme déjà dit, même des fonctionnaires syndicaux qui se laissent conduire à des errements, qui soutiennent objectivement les tentatives de désagrégation tandis que, par exemple, ils font suivre sans plus jusqu'aux instances supérieures des revendications ultimatives et impossibles à satisfaire, ou se réunissent à une même table avec des provocateurs pour traiter avec eux, au lieu de les dénoncer ouvertement... »

Une preuve importante de l'état d'esprit politique nous est apportée par le journal *Neuer Weg* dans son numéro de novembre, lequel montre que les ouvriers défendent déjà de nouveau, aujourd'hui, leurs droits par le moyen des Tribunaux du Travail :

« Toute la chose commença avec le licenciement d'un groupe de provocateurs dans les usines Leunawerken... ils furent démasqués et jetés dehors. Ils allèrent alors au Tribunal du Travail de Merseburg, afin d'y défendre leurs droits ; se plaignirent de la direction de l'usine, pour renvoi sans préavis... Le juge du Tribunal du Travail à Merseburg, le camarade Hojenski, écouta les dires de ces gens, feuilleta ensuite ses ordonnances, puis statua : « D'après le paragraphe 5 de l'ordonnance sur la constitution de commissions des conflits dans les entreprises, cette première instance est valable dans tous les cas de conflits du travail. La commission des conflits des usines Leunawerke a donc le devoir d'accepter les demandes des collègues et de donner une date de négociation... »

Le journal *Leipziger Volkzeitung* dénonce, dans son numéro du 16 décembre, le travail d'une organisation trotskyste illégale :